

stratégies permettant de s'attaquer à toutes ces causes. Bien que les prix des matières premières et de certains produits alimentaires aient baissé considérablement, une nouvelle explosion des prix est possible. Pour combattre cette inflation due à l'insuffisance des approvisionnements, la CISL pense qu'il serait à long terme dans l'intérêt de tous les pays de conclure des accords sur les produits.

92. Les pays doivent aussi appliquer des politiques plus raisonnables en ce qui concerne la gestion de la demande. Au lieu d'essayer d'appliquer les politiques fiscales et monétaires traditionnelles pour stabiliser leur économie, les gouvernements devraient créer un niveau de demande généralement compatible avec le plein emploi des personnes et des capitaux. En fait, les politiques de gestion de la demande, qui jouent un rôle de premier plan et contrôlent l'économie, devraient être remplacées par des politiques de gestion de l'offre, telles que des politiques actives relatives au marché du travail, des mesures pour améliorer la productivité particulièrement dans les secteurs où elle est faible, des politiques intéressant la concurrence et la consommation, qui seraient utilisées de façon continue pour apporter plus de souplesse et réduire les goulets d'étranglement générateurs d'inflation. Les économies qui appliquent une politique de laissez-faire laissent aux hommes d'affaires la possibilité d'augmenter les prix en vue d'obtenir le bénéfice maximal et de financer l'expansion future, mais considèrent la libre concurrence comme une garantie. La libre concurrence est toutefois rare aujourd'hui.

d'hui. Il faut donc trouver de nouvelles garanties pour le consommateur. La CISL estime qu'il faut renforcer la législation sur les monopoles et les pratiques restrictives mais qu'il est aussi nécessaire d'instituer des contrôles directs sur les prix et que la coordination internationale de ces contrôles est indispensable à une époque où il existe des compagnies multinationales.

93. La CISL refuse absolument d'admettre que les coûts salariaux soient le seul facteur d'inflation. Les gouvernements doivent s'attaquer à toutes les causes de l'inflation en vue de créer une situation dans laquelle les travailleurs ne seront pas forcés de compter sur de fortes hausses des salaires pour se protéger de l'inflation et de la baisse des niveaux de vie.

94. La difficulté qu'il y a à créer la confiance nécessaire entre les syndicats, les employeurs et le gouvernement en vue de faire face aux problèmes économiques tels que l'inflation est encore plus grande lorsqu'on permet délibérément au chômage de s'accroître; mais dans une démocratie il n'existe pas d'autre solution viable que celle qui consiste à établir une telle confiance. Les politiques de blocage des salaires ne s'attaquent pas aux causes réelles de l'inflation et sont appelées à être très rapidement inopérantes et, de plus, elles rendent impossible l'établissement de cette confiance.

La séance est levée à 18 heures.

1966^e séance

Vendredi 11 juillet 1975, à 10 h 45

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1966

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/L.1665)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 4 de l'ordre du jour au titre duquel le Conseil étudiera les travaux des commissions régionales et la question des efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations.

2. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe), présentant au Conseil le rapport annuel de la Commission (E/5651), dit qu'il mettra surtout l'accent sur ce qu'implique, pour le reste du monde, le développement économique des pays de la région de la CEE, et qu'il traitera aussi de la contribution que la coopération régionale au sein de la CEE pourrait apporter à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les débats que la Commission a consacrés à cette question sont analysés aux paragraphes 44, 170 et 173 à 178 du rapport de la CEE. Quant au consensus qui s'en est dégagé,

le Président de la Commission l'a résumé en disant qu'il faudrait, en essayant de résoudre les problèmes régionaux, tenir compte de plus en plus des conséquences qu'a l'action régionale pour le reste du monde, de même que ce qui se passe dans le monde retentit profondément sur la situation de la région. C'est en effet l'interdépendance des régions et les liens existant entre divers problèmes qui sont le trait dominant de l'évolution économique récente dans la région de la CEE et dans le monde.

3. M. Stanovnik rappelle les caractéristiques de l'évolution économique des pays de la CEE au cours des cinq derniers semestres. Le taux de croissance des pays occidentaux à économie de marché, qui était de 6 p. 100 en 1973, a été nul en 1974 et négatif en 1975. C'est naturellement par le commerce international que se transmettent surtout les mouvements de croissance ou de dépression.

4. Or, si on examine la croissance en volume du commerce international de la CEE, on constate qu'elle est tombée de 13 p. 100 en 1973, à 4,5 p. 100 en 1974, et qu'au premier semestre de 1975 elle a fait place à la décroissance. Cette évolution a été différente pour les

exportations et pour les importations : en 1974 les premières ont progressé de 7 p. 100, alors que les secondes ont cessé de croître. Si l'on considère les pays en voie de développement, producteurs de pétrole compris, on s'aperçoit que cette année-là leurs exportations sont restées stationnaires mais que leurs importations ont augmenté de 22 p. 100, ce qui montre comment ont été utilisées les capacités accumulées depuis 1973, mais aussi comment la demande de ces pays a pu encore stimuler et accroître encore au premier semestre de 1974 les exportations d'un certain nombre de pays industrialisés.

5. Toutefois pour avoir une idée complète de l'évolution du commerce, il faut considérer le mouvement des prix. La croissance de 1973 s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation dans les pays occidentaux industrialisés de la région de la CEE, suivie d'une accélération de la hausse des prix du commerce international et, plus particulièrement, des prix des produits primaires. C'est ainsi qu'entre le milieu de 1972 et le milieu de 1974 les prix à l'exportation des produits primaires ont augmenté de 130 p. 100, ceux des produits manufacturés de 28 p. 100 seulement. Puis, entre le milieu de 1974 et le milieu de 1975, si les prix des produits primaires, y compris ceux du pétrole, sont restés stationnaires, ou même, comme les produits destinés à l'industrie, ont baissé de 36 p. 100, les prix des articles manufacturés ont augmenté de 30 p. 100.

6. Le mouvement des prix du commerce international a entraîné de profonds changements dans la balance des paiements et dans la balance commerciale. Le déficit de la balance commerciale des pays industrialisés de la région de la CEE, assez peu important en 1973, s'est transformé en 1974 en un déficit de 30 milliards de dollars. Le déficit de la balance des paiements des pays en voie de développement non producteurs de pétrole est passé de 12,5 milliards de dollars en 1973 à 29 milliards de dollars en 1974 et, selon le GATT, il est probable qu'il sera de 37 à 42 milliards de dollars en 1975.

7. Il faut analyser ces chiffres par rapport à la capacité de production. Les pays occidentaux industrialisés de la région de la CEE ont 700 millions d'habitants et un PNB annuel de 2 000 milliards de dollars. Les pays en développement non producteurs de pétrole ont 1 milliard 700 millions d'habitants, et un PNB de 300 milliards de dollars seulement. Le même déficit de 30 milliards de dollars dans la balance des paiements représente par conséquent 1,5 p. 100 du PNB des premiers, mais 10 p. 100 de celui des seconds. Si donc le déficit de la balance des paiements est le plus grave problème économique qui se pose aux pays de la région de la CEE depuis la seconde guerre mondiale, on voit combien plus grave est le problème pour les pays dont la capacité de production est très inférieure. Cette récapitulation des événements et des tendances montre non seulement la réalité de l'interdépendance, mais encore que si la prospérité ne vient qu'à terme, la récession et la dépression, elles, se répandent instantanément.

8. A ces problèmes, il n'est qu'un remède : la croissance. Elle permettra d'absorber le chômage qui, dans les pays occidentaux de la région de la CEE, atteint 15 millions de personnes. Elle permettra de résorber l'inflation, déjà ramenée de 13 à 10 p. 100, mais au prix d'une croissance

négative. C'est seulement en produisant qu'on pourra absorber les excédents de liquidités de l'économie. Seule la croissance permettra de rétablir l'équilibre des balances des paiements. Sinon, on emprunte à moyen ou à long terme pour satisfaire la consommation à court terme, ce qui est repousser le problème, non le résoudre. Réduire les importations ne le résout pas non plus, car c'est ralentir la croissance et accroître le chômage. La solution c'est d'augmenter la production et la productivité. Augmenter la production veut dire augmenter les exportations, et c'est alors que se manifeste l'interdépendance, car la croissance des pays en voie de développement conditionne les exportations des pays développés. Les problèmes de la région et les problèmes mondiaux ne peuvent donc se résoudre que par une croissance mondiale. L'enseignement de cette évolution de la prospérité et de la dépression, c'est que la croissance doit se partager. Et c'est seulement en restructurant la croissance qu'on la rendra universelle et qu'elle pourra se partager.

9. Interdépendance et interrelations se manifestent aussi dans le domaine de la population. Dans la région de la CEE, l'accroissement démographique n'est plus que de 1 p. 100 et il sera nul en l'an 2000. La population de la région, qui représentait 30 p. 100 de la population mondiale en 1950, n'en représente plus que 26 p. 100 et n'en représentera plus que 19 p. 100 en l'an 2000. Par ailleurs, la région n'a pas beaucoup de ressources naturelles. Sa croissance future ne peut donc pas être une répétition de ce qu'elle a été : il faudra repenser la structure de la croissance des pays de la CEE pour qu'elle se diffuse et se décentralise, et exerce de ce fait un effet social et culturel sur sa périphérie. Suivant les lois de la démographie, on peut donc s'attendre à une diminution du taux d'accroissement de la population; la diffusion et le partage de la croissance peuvent contribuer par conséquent à résoudre le problème de l'expansion démographique.

10. C'est dans ce climat économique que se développent les travaux de coopération économique de la CEE. La situation politique de la région est heureusement favorable à la coopération économique, et le sera plus encore après la conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Si l'on songe aux effets que cette coopération peut avoir sur les intérêts économiques des autres régions, il faut mettre en balance les effets de détournement de trafic et les effets générateurs d'échanges.

11. Dans la mesure où les exportations des pays socialistes d'Europe orientale concurrencent directement les exportations des pays en voie de développement, l'accroissement de la coopération économique pourrait entraîner un détournement de trafic. Toutefois, l'avenir du commerce intra-européen n'est pas dans la structure classique des échanges, c'est-à-dire produits primaires ou semi-finis contre produits finis. A la spécialisation traditionnelle par branches devrait se substituer, dans la région de la CEE, une spécialisation par produit, qui permettrait de profiter au maximum, sur le plan du commerce international, des résultats scientifiques et techniques. Si les pays de la région se spécialisent dans le commerce où leurs excellentes techniques leur confèrent l'avantage, il n'y a à peu près aucun danger de détournement de trafic au détriment des autres pays. Il est essentiel que la CEE applique sa stratégie de coopération

économique de telle manière que la promotion de la coopération interne ne lèse pas les intérêts des pays tiers. En ce qui concerne les effets générateurs d'échanges, il n'est pas douteux qu'un renforcement de la coopération économique dans la région de la CEE suscitera une croissance plus vigoureuse tant dans l'Est que dans l'Ouest de la région, et donc un accroissement des importations en provenance du tiers monde.

12. Passant aux dernières réalisations de la CEE, M. Stanovnik cite les plus marquantes. En matière de commerce, les mesures de promotion des exportations, notamment la simplification des procédures, ont donné lieu à des progrès remarquables. Dans le domaine de la technologie, un séminaire sur l'organisation et la gestion de la recherche internationale concertée a été une réussite et un séminaire sur la gestion du transfert des techniques dans le cadre de la coopération industrielle doit s'ouvrir prochainement. Les délégations des pays comprennent de plus en plus de techniciens, si bien que les réunions ont un caractère de moins en moins théorique et de plus en plus pratique. Diverses réunions consacrées aux innovations en matière de technologies énergétiques ont eu lieu (gazéification et liquéfaction du charbon, emploi de l'acier dans la construction automobile, aspects techniques et économiques de l'industrie des engrais) ou sont en préparation (utilisation du charbon à faible puissance calorifique).

13. En ce qui concerne l'environnement, le Séminaire sur les aspects écologiques de la planification du développement économique a permis d'établir un dialogue entre écologistes et économistes. Les grandes questions d'environnement se réduisent donc de plus en plus à des problèmes pratiques posés aux économistes. Au cours de l'année écoulée on s'est beaucoup intéressé aux problèmes de la pollution thermique par les centrales électriques et aux techniques de production sans déchets et de recyclage des déchets. L'influence des transports sur la planification des établissements humains sera traitée à un séminaire qui aura lieu à Washington.

14. La planification à long terme a fait elle aussi des progrès remarquables. Le secrétariat de la CEE a publié une étude sur les mesures qui ont été ou pourraient être prises pour économiser davantage l'énergie et rendre plus efficaces son extraction, sa conversion, son transport et son utilisation¹. Cette étude montre qu'on peut utiliser l'énergie deux fois plus efficacement dans la région de la CEE. Mais même si l'efficacité augmentait seulement de 50 p. 100, les pays membres pourraient économiser soixante-dix ans de consommation de charbon et dix ans de consommation de pétrole et de gaz naturel. En outre, on a travaillé sur un système de modèle de projections économiques à long terme et des projections sectorielles ont été élaborées.

15. L'échange de connaissances économiques et techniques entre les pays les plus développés du monde dont la CEE est l'instrument (400 journées de réunions, 35 000 pages de documentation) est pour les pays en voie de développement une source utile d'assistance technique dont ils devraient pouvoir disposer pleinement s'ils le souhaitent.

16. M. Stanovnik envisage l'avenir avec confiance et optimisme. Il est probable que la coopération économique s'intensifiera plus qu'elle ne s'étendra. Les travaux de la CEE se fondent sur la non-convergence des systèmes économiques et sociaux des pays membres. Rien ne changera dans ce domaine, mais il se créera plus de liens. La coopération et la spécialisation industrielles prendront beaucoup plus d'importance dans les travaux de la CEE. Le domaine technique offre de grandes possibilités à la recherche en commun et au partage des réalisations techniques. L'infrastructure et les transports aussi offrent de grandes possibilités, et on travaille en particulier sur un projet de liaison routière nord-sud. En matière d'environnement, surveillance et normalisation revêtiront en maint domaine une très grande importance. Enfin la volonté politique dont la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est l'expression devrait faciliter entre pays à systèmes économiques et sociaux différents des échanges portant sur les politiques à appliquer à l'économie et à la planification. Ces échanges permettraient aux gouvernements de voir où se trouvent les possibilités de coopération. Mais la coopération économique dans la région de la CEE n'aura de sens que si elle est conduite de manière que la structure de la croissance de la région vise à adapter celle-ci au nouveau rôle qu'elle doit jouer dans l'économie mondiale. Cette adaptation interne aux circonstances mondiales en évolution est donc la contribution que la CEE doit apporter à la coopération et au nouvel ordre économique.

17. M. MARAMIS (Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) présente au Conseil le rapport annuel de la Commission (E/5656) et déclare qu'on est arrivé à un tournant décisif de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les efforts de développement des pays de la région de la CESAP subissent particulièrement les contrecoups de la conjoncture internationale : pénurie alimentaire mondiale, inflation généralisée, récession dans les pays industrialisés, instabilité du système monétaire international, crise de l'énergie, tendance au protectionnisme. Tout cela est clairement souligné dans l'Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1974 – Résumé (E/5699) qui comporte l'examen et l'évaluation au milieu de la Décennie de la Stratégie internationale du développement dans la région de la CESAP.

18. Les pays en voie de développement de l'Asie et du Pacifique ont beaucoup souffert de l'inflation et, plus récemment, de la récession dans les pays développés avec lesquels ils entretiennent des liens d'interdépendance. Même si, à court terme, certains ont profité de la hausse rapide des prix des matières premières, un plus grand nombre ont souffert de la hausse concomitante des prix à l'importation, ainsi que de la stagnation dans les pays développés. En même temps, l'effondrement du système monétaire international et les difficultés rencontrées par tous les pays pour établir un nouvel ordre économique et monétaire ont atteint la région directement et aussi parce que les possibilités d'assistance offertes par les pays développés se sont trouvées restreintes.

19. La pénurie alimentaire mondiale et le fort enchérissement des principales sources d'énergie ont été des éléments connexes, mais distincts, de la situation écono-

¹ CEE, document E/FCE/883 et Add.1.

mique générale dans la région. Les pays à faibles revenus, où la consommation alimentaire d'une partie importante de la population était déjà minimale, ont été les plus gravement touchés par la pénurie alimentaire, qui restreint l'aide disponible, augmente le prix des importations de produits alimentaires, et réduit les ressources nationales. Simultanément la crise de l'énergie a freiné les programmes de développement, favorisé l'inflation et déséquilibré encore plus la balance des paiements de la plupart des pays d'Asie et du Pacifique, quelle que soit leur situation économique.

20. Les auteurs de l'examen et de l'évaluation au milieu de la Décennie et au niveau régional soulignent également la nécessité urgente de réorienter les Stratégies de développement vers l'autosuffisance et les objectifs sociaux de la croissance économique. La Commission a déjà insisté, à plusieurs reprises, sur ces éléments primordiaux de la planification du développement et sur le fait que l'effort de développement doit tendre essentiellement à aider concrètement les gouvernements des pays membres à atteindre ces objectifs.

21. Le développement vise, en définitive, à améliorer les conditions de vie de toutes les catégories de la population en faisant disparaître les inégalités de la répartition des revenus et en empêchant la pauvreté de masse de progresser. Le changement du nom de la Commission et du titre de son étude annuelle montre bien l'intérêt que porte la CESAP à la conception unifiée du développement. Il s'agit, à la longue, de modifier de façon décisive les stratégies et, en particulier, de "planifier pour les masses", d'où la nécessité d'une réorganisation complète dans tous les domaines, en faveur des catégories les plus pauvres, de la décentralisation, et de participation de la population. Il faut notamment mobiliser pour le développement, dans les années à venir, les ressources humaines et en particulier les femmes et les jeunes.

22. Les résultats obtenus par les pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique sont plus ou moins bons. Certains de ces pays ont atteint, ou presque, les objectifs de la deuxième Décennie du développement, mais ils dépendent encore, pour l'essentiel, de leurs exportations. Ceux dont la croissance a été lente et qui sont les plus peuplés, ont toutefois fait quelques progrès en matière de développement social, notamment concernant la santé et l'éducation, mais ces progrès sont très insuffisants eu égard à la progression rapide des besoins. En règle générale, le ralentissement de la croissance constaté en 1974 risque de s'accroître en 1975 et la pauvreté, le chômage et le sous-emploi devraient rester des problèmes graves dans plusieurs pays assez peuplés de la région. La cessation des hostilités en Indochine est pourtant un fait encourageant et la Commission est prête à aider les pays de cette région.

23. Dans le secteur agricole, l'objectif de croissance de 4 p. 100 n'a été atteint presque nulle part, à la fois en raison de la pénurie des facteurs de production importés et de l'instabilité du climat. La CESAP a donc donné priorité à la mise en œuvre rapide d'un programme pragmatique et multidisciplinaire : il s'agit, dans l'immédiat, de se procurer les facteurs de production nécessaires, si possible sur place, et d'améliorer le niveau de vie et les conditions de logement des ruraux. Il faut également faire participer davantage les

petits exploitants aux décisions et l'étude que fera la CESAP en 1975 sera donc orientée vers leurs problèmes : développement et transfert des techniques d'exploitation agricole, commercialisation des facteurs de production et des produits, mobilisation des ressources financières, réformes foncière et institutionnelle. On n'a pas négligé pour autant les problèmes de la nutrition, qui se posent à une grande partie de la population rurale; on étudie les méthodes d'utilisation et de traitement des engrais organiques et on encourage la coopération régionale dans la production, la distribution et l'utilisation des engrais chimiques. La Commission a lancé notamment un grand projet de production de bio-gaz et établi un Fonds asiatique pour le commerce du riz qui est un petit commencement vers la stabilisation des ressources alimentaires dans la région. Elle considère tout aussi urgent d'augmenter la production de céréales secondaires et de légumineuses, jusqu'à présent négligées; le Comité du développement agricole nouvellement créé va examiner en détail ce qui a déjà été fait et ce qui est à faire, sur le plan national, afin de poursuivre les activités dans le domaine du développement agricole.

24. On s'efforce parallèlement de renforcer le secteur rural en encourageant les programmes de protection sociale et d'organisation communautaire, en améliorant les services correspondants et en faisant participer activement les femmes et les jeunes au développement. Il est clair qu'il faut, pour cela, adopter une méthode qui associera plusieurs disciplines, telles que l'éducation, la santé, l'industrie, l'agriculture, etc.

25. La plupart des pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique ont poursuivi leur politique d'industrialisation, mais la production industrielle a plafonné parfois en raison du manque de matières premières agricoles et de ressources énergétiques, de l'enchérissement des produits importés, des lacunes de l'infrastructure et des obstacles extérieurs à l'exportation des produits manufacturés. Ceux de ces pays qui sont exportateurs ont accru leur production, mais cette croissance est freinée par la hausse des prix à l'importation, notamment les prix des carburants, et par les tendances à la récession dans les pays développés, en même temps que la forte hausse des prix des matières premières touchait à son terme. En vue de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI qui s'est tenue à Lima en mars 1975, la Commission a adopté à sa trente et unième session, avec des réserves de certains pays, la Déclaration des ministres de l'industrie des pays en voie de développement de la région de l'Asie et du Pacifique qui reflétait le désir de ces pays de porter leur part de la production industrielle de 2,7 p. 100 à 10 p. 100 environ d'ici la fin du siècle. Les principaux éléments de la stratégie préconisée dans cette déclaration sont repris dans les conclusions de la Conférence de Lima (voir E/5696) et le secrétariat de la CESAP s'emploie à modifier, selon les directives de la Commission, son programme de travail pour l'y conformer.

26. La CESAP s'efforce, pour pallier la pénurie de matières premières et résoudre les problèmes de l'énergie, d'élaborer des stratégies et des mesures communes en vue de mettre en valeur, retenir et conserver les ressources naturelles et de remédier à la sous-utilisation actuelle des capacités industrielles. Elle veille également à ce que les

sociétés multinationales ou transnationales continuent d'avoir une action positive dans l'œuvre nationale des pays en voie de développement. Il lui faut étudier encore les moyens de réinvestir les ressources financières de certains pays, notamment les pays exportateurs de pétrole, dans les pays en voie de développement, et formuler à cet effet des programmes et des projets concrets.

27. Le développement des agro-industries continue de retenir l'intérêt et la Commission encourage les possibilités de coopération régionale dans ce domaine. Une réunion de planificateurs et de chefs d'entreprise a été organisée récemment pour voir comment donner effet à l'enquête sur l'industrialisation en Asie.

28. La Commission s'intéresse aussi depuis quelque temps au transfert des techniques indispensables pour promouvoir l'autosuffisance des pays en voie de développement. L'élaboration de politiques et de programmes dans ce sens est en bonne voie et la Commission a souligné, dans sa résolution 159 (XXXI), la nécessité d'établir un centre régional de transfert des techniques. Un groupe d'experts régionaux a été réuni pour étudier la faisabilité de cette proposition et rédiger un rapport qui va être examiné par la Commission à sa prochaine session. Parallèlement, de grands progrès ont été faits à la suite des recommandations d'une mission préparatoire vers la création du Centre asiatique de la machine agricole.

29. La question de l'énergie et des matières premières est très importante pour les pays en voie de développement. Ceux-ci ont souffert plus ou moins de la crise de l'énergie suivant leurs besoins en pétrole et leur aptitude à adapter leur économie aux fluctuations des prix. Un programme de travail intégré prévoit donc toute une série d'activités, à court et à long terme, en vue d'aider les pays en voie de développement à résoudre ces problèmes. Dans les années à venir, il faudra identifier et mettre au point des sources d'énergie nouvelles, tout en exploitant et en produisant diverses formes d'énergie locales. Dans l'immédiat, un projet de mise en valeur de certaines sources non classiques d'énergie, comportant notamment des travaux sur la technologie et l'utilisation des bio-gaz, va être mis en œuvre en priorité. Un autre, qui vise à encourager la coopération régionale et sous-régionale dans la mise en valeur des matières premières, a été établi.

30. Les résultats obtenus par plusieurs pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique dans le commerce extérieur, surtout dans les exportations de produits manufacturés, sont plus prometteurs. Néanmoins, les exportations de produits agricoles, qui restent le poste le plus important, paraissent fléchir. La Commission se félicite de la constitution récente de l'Union asiatique de compensation et des progrès réalisés par le Groupe des négociations commerciales. Il va falloir accentuer, avant la quatrième session de la CNUCED, l'effort entrepris pour faire participer davantage les pays de la région aux négociations commerciales multinationales dans le cadre du GATT.

31. Tout cela suppose une stratégie démographique efficace, et la Commission va étudier attentivement le rapport de la Consultation régionale postérieure à la Conférence mondiale de la population. Le programme prévu pour

1975-1977 vise à incorporer dans l'œuvre de développement l'élaboration et l'exécution de politiques et de programmes démographiques. On va s'efforcer en outre, dans les années à venir, d'élever le niveau d'emploi en favorisant les secteurs à forte intensité de travail, en accroissant la consommation de produits locaux et en réorientant le système d'éducation.

32. L'examen et l'évaluation des résultats à mi-parcours de la deuxième Décennie pour le développement portent également sur les problèmes des pays enclavés et des pays insulaires de la région et s'accompagnent d'un programme de travail concernant ces pays. On a retenu pour eux aussi un projet prioritaire de promotion commerciale.

33. Les progrès réalisés dans les transports et les communications ont été inégaux, notamment dans le transport maritime. La Commission a décidé en principe de créer un organe pour s'occuper des transports maritimes et des ports. En attendant sa décision définitive, on redouble d'efforts pour mettre en œuvre un programme de travail global dans ce domaine, d'après les recommandations d'un groupe d'experts créé à la fin de 1974, tout en assurant la fourniture des données statistiques pertinentes.

34. On a entrepris en cours d'année un examen d'ensemble des instituts régionaux de formation aidés par le PNUD, y compris l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, l'Institut asiatique de statistique, le Centre asiatique d'administration du développement et le nouveau Centre asiatique de formation et de recherche en matière de protection sociale et de développement social. Par sa résolution 158 (XXXI), la Commission a adopté des recommandations et des propositions en vue de mieux intégrer les activités de ces établissements et d'utiliser plus efficacement leurs ressources; d'autre part elle a décidé que l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques s'appellerait désormais Institut asiatique de développement.

35. Pour encourager le développement social, y compris les établissements humains, la CESAP s'est intéressée en particulier, dans le cadre de l'Année internationale de la femme, à l'intégration des femmes dans les activités de développement et elle a adopté un plan d'action régional à cet effet [résolution 157 (XXXI)]. Elle s'est beaucoup intéressée aussi au rôle de plus en plus important du logement du point de vue de l'industrie et de l'environnement humain et a organisé, en juin 1975, à Téhéran, en collaboration avec le secrétariat d'Habitat et la CEAQ, une conférence préparatoire régionale sur les établissements humains, en vue de la Conférence-exposition des Nations Unies sur les établissements humains en 1976.

36. Les efforts de coopération interrégionale restent marginaux, malgré tout l'intérêt qu'il y aurait à échanger des informations, des données d'expérience et des compétences. Il faudrait envisager des moyens concrets d'intensifier cette coopération, en s'associant par exemple aux initiatives du PNUD tendant à favoriser la coopération technique entre pays en voie de développement conformément à la résolution 3251 (XXIX) de l'Assemblée générale.

37. La CESAP s'intéresse tout autant à la coopération interinstitutions et se félicite que diverses institutions et organes coopèrent à ses activités. Elle espère que la coordination et la coopération globales interinstitutions se renforceront dans les années à venir et remercie surtout le PNUD de son appui constant.

38. En 1975, la Commission a adopté un programme de travail qui vise à faire face aux tâches prioritaires et aux problèmes majeurs de la région et elle a mis au point un projet détaillé de rationalisation de ses structures. Elle a précisé ainsi, dans la Déclaration de New Delhi [résolution 154 (XXXI)], sa contribution à l'instauration du nouvel ordre économique international et à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

39. La CESAP compte disposer des ressources nécessaires pour exécuter ses programmes, qu'elle devra adapter, de temps à autre, en fonction de la conjoncture. C'est pourquoi son secrétariat met au point un système de mesure des progrès et de contrôle des programmes. C'est sa manière d'atteindre les objectifs inscrits dans les résolutions 1896 (LVII) et 1911 (LVII) du Conseil économique et social.

40. Le succès de tous ces efforts dépendra beaucoup, néanmoins, de l'assistance financière et technique des pays et des institutions qui peuvent en fournir une. Il faudrait aussi que les commissions régionales soient chargées non seulement de concevoir et de formuler les politiques nécessaires, mais également d'élaborer et d'exécuter des projets. M. Maramis rappelle à ce propos que le Conseil économique et social, par sa résolution 1896 (LVII), a prié le Secrétaire général, en consultation avec l'Administrateur du PNUD, de faire le nécessaire pour déléguer les fonctions d'organisation chargée de l'exécution aux commissions régionales pour des projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux financés par le PNUD. A leur dernière réunion, les secrétaires exécutifs des commissions régionales ont exprimé l'avis que ces fonctions devraient être déléguées dès que possible aux commissions (voir E/5700, par. 39) afin que celles-ci puissent participer plus efficacement à l'effort de développement, surtout dans la situation critique actuelle de l'économie mondiale.

41. A sa trente et unième session, à New Delhi, la Commission a témoigné une fois de plus de la sagesse et de la résolution collectives des peuples d'Asie et du Pacifique vis-à-vis de leur avenir dans une conjoncture particulièrement difficile. M. Maramis demande donc au Conseil d'examiner et d'approuver le rapport de la CESAP sur les travaux de sa trente et unième session.

42. M. IGLESIAS (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) présente au Conseil le rapport annuel de la CEPAL (E/5608/Rev.1 et Add.1) et rappelle qu'à sa seizième session, en mai 1975, la CEPAL a prêté toute son attention à certains problèmes critiques dont s'occupe notamment le Conseil économique et social. Les gouvernements membres ont procédé à un examen approfondi de la conjoncture internationale et de la situation en Amérique latine dans le cadre de l'évaluation régionale de la Stratégie internationale du développement. La résolution 347 (XVI) adoptée à cette occasion par la

Commission (Evaluation de Chaguaramas) devrait beaucoup faciliter les travaux du Conseil économique et social. La CEPAL a étudié l'établissement d'un réseau régional de sécurité pour résoudre les problèmes de la balance des paiements, et a décidé de créer un comité du développement et de coopération dans les Caraïbes, qui s'ajoute au Comité déjà constitué pour l'Amérique centrale, et destiné à encourager la coopération entre les pays insulaires de cette région. La Commission a mis en lumière, en outre, de nouveaux domaines d'activités sur lesquels le secrétariat de la CEPAL doit fixer son attention : activités transnationales, diverses questions relatives aux techniques, problèmes de population. A ce sujet, M. Iglesias fait observer que bien des activités du secrétariat de la CEPAL et des gouvernements membres ont été inspirées par des résolutions du Conseil économique et social et par les préoccupations éprouvées à l'échelon mondial.

43. Pendant la période à l'examen, la CEPAL a organisé un certain nombre de réunions, dont la deuxième Réunion latino-américaine sur la population, à Mexico, la réunion sur la science, la technique et le développement en Amérique latine et la Conférence latino-américaine de l'industrialisation.

44. Se référant aux idées essentielles qui ont motivé la CEPAL au cours des derniers mois et sur lesquelles se fondent les positions que les gouvernements exposent au Conseil économique et social, M. Iglesias souligne que l'un des problèmes de la région tient aux profondes transformations de tous genres dont elle a été l'objet. En effet, les membres de la CEPAL ont rappelé à la seizième session que le produit brut de l'Amérique latine s'élevait à 220 millions de dollars, soit l'équivalent du produit brut de l'Europe en 1950, et qu'il avait quadruplé, en prix constants, depuis cette année-là. Si le rythme actuel de croissance se maintenait, en 1985, l'Amérique latine devrait avoir le même produit brut que l'Europe en 1960. Le taux d'investissement aussi est très élevé en Amérique latine et les pays de la région ont fait un effort sans précédent pour exporter de nouveaux produits. L'Amérique latine dispose d'un énorme potentiel qu'elle découvre un peu chaque jour et elle a réalisé des réformes institutionnelles considérables. De plus, une nouvelle société y naît, bien plus consciente de ses problèmes mais aussi bien plus tributaire des relations internationales et du comportement de l'économie mondiale.

45. M. Iglesias fait observer que les chiffres qu'il a cités cachent de grandes différences entre les pays : dans certains, le taux de croissance est de 10 à 12 p. 100, dans d'autres, il est nul. Par ailleurs, les gouvernements sont les premiers à reconnaître que les problèmes sociaux (répartition des revenus, misère des masses, croissance bénéficiant à certains secteurs seulement de la société) ne sont pas encore résolus. Mais M. Iglesias ne doute pas que l'Amérique latine, riche de ressources humaines et naturelles et d'expérience, en viendra à bout.

46. Un autre problème tient au fait que la croissance dépend plus que jamais de la conjoncture internationale. On a constaté dans les pays les plus dynamiques de la région que pour faire progresser de 1 p. 100 le taux de croissance il fallait accroître les importations de 1,2 à 1,9 p. 100, d'où la

nécessité d'absorber un certain volume de biens d'équipement et de matières premières. L'Amérique latine a bénéficié d'une conjoncture favorable (pour les prix) à ses exportations — classiques et nouvelles — au cours des dernières années. Mais les perspectives sont malgré tout peu encourageantes en ce qui concerne la balance des paiements, dont le déficit global s'est élevé, en 1973, à 600 millions de dollars. Si les tendances actuelles devaient persister en 1975, le déficit global de la balance commerciale pourrait atteindre 12 ou 13 milliards de dollars. En fait, la conjoncture internationale rend très instable la situation économique de l'Amérique latine, qui a le choix entre deux solutions : réduire son taux de croissance, ce qui aurait des répercussions sociales et politiques dans tous les pays, ou risquer un endettement considérable qui pèserait sur l'équilibre budgétaire international. Que peut faire alors l'Amérique latine ? Les pays de la région savent très bien qu'ils sont entrés dans une phase nouvelle des relations économiques internationales, et les idées politiques se sont décantées. A l'échelon international, l'Amérique latine, qui a une solide tradition de coopération, doit participer à l'établissement du nouvel ordre économique international. A l'échelon régional, si la crise internationale a un quelconque avantage, c'est celui d'obliger les Etats à constater leurs faiblesses, à y réfléchir et à imaginer de nouvelles formes de coopération régionale grâce auxquelles on puisse mettre à profit cet ensemble de ressources humaines et naturelles, l'expérience industrielle acquise, et même les ressources financières que possèdent certains pays et dont ils peuvent faire bénéficier la région.

47. Les pays membres de la CEPAL doivent pratiquer une politique d'ouverture économique. Certains secteurs de l'économie progressent beaucoup moins vite que les autres (production de biens d'équipement, de produits semi-manufacturés, de produits chimiques) et ce serait une politique illogique et aveugle d'opter pour l'isolement.

48. A l'échelon national, il ne faut pas généraliser, car chaque pays a ses caractéristiques propres, mais il est certain que les Etats sont entrés dans une période où ils découvrent un marché intérieur et se rendent compte de la nécessité de faire participer la population à la consommation et à la production. Le point faible de l'Amérique latine reste l'agriculture, très attardée par rapport aux autres secteurs de l'économie. Le développement agricole est un défi lancé aux pays d'Amérique latine tant sur le plan de l'économie que sur celui de la justice sociale.

49. Sans doute tous ces problèmes ne peuvent-ils pas être résolus du jour au lendemain et entravent-ils la croissance. Les pays d'Amérique latine savent qu'ils devront procéder à des rajustements internes et peut-être diminuer leur taux de croissance; un retour en arrière brutal est désormais impossible et c'est pourquoi les pays ont pris conscience de la nécessité de relancer l'idée que l'Amérique latine, comme le reste du monde, est un facteur non pas passif dans la conjoncture internationale, mais actif et que les pays de la région ne sont pas de simples bénéficiaires d'une aide conventionnelle, mais sont un facteur de stimulation de la conjoncture internationale, du point de vue du pouvoir d'achat par exemple. Par ailleurs, comme les problèmes du reste du monde en développement, ceux de l'Amérique latine exigent des solutions qui leur soient propres.

50. La CEPAL et ses membres savent que tous les pays sont interdépendants et les problèmes mondiaux. Mais il ne s'agit pas seulement d'interdépendance économique; l'interdépendance est politique aussi et elle se maintiendrait difficilement dans un climat de paix et de sécurité si le monde en développement n'arrivait pas à résoudre ses problèmes essentiels dans une optique universelle. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale jouera un grand rôle à cet égard et aidera les Etats à s'armer de la volonté politique nécessaire au progrès. Il ne sera pas possible non plus d'établir un nouvel ordre économique international tant que les relations internationales ne se seront pas transformées : comment répartir les avantages du traitement des produits de base ? Comment permettre au monde en développement de faire entendre sa voix dans les instances internationales, par exemple ? Dans cette grande tâche, les commissions régionales ont un rôle immense à jouer.

51. M. ADEDEJI (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) présente au Conseil le rapport annuel de la Commission (E/5657 et Corr.2) et rappelle que la troisième réunion de la Conférence des ministres des pays membres de la CEA (douzième session de la Commission), tenue à Nairobi du 24 au 28 février 1975, a été consacrée à l'examen des mesures qui pourraient assurer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international²; à cette occasion, a été adopté le plan à moyen terme des activités de la Commission pour la période 1976-1979. Outre le rapport annuel de la Commission le Conseil est saisi à cet égard d'un résumé de l'étude des conditions économiques en Afrique en 1974 (E/5682).

52. La situation économique et sociale en Afrique se caractérise par une régression générale de l'activité économique, de fortes hausses des prix, une inflation aiguë, de lourds déficits de la balance des paiements, la contraction des courants de financement extérieur, la stagnation de la production agricole, la pénurie de produits de base, un chômage croissant et des tensions sociales. D'après des estimations préliminaires concernant la période 1970-1974 le taux de croissance global moyen des pays africains a été de 5 p. 100, un peu moins que les 6 p. 100 envisagés dans la Stratégie internationale du développement. Dans 27 p. 100 seulement des pays membres de la CEA ce taux a été supérieur à 6 p. 100; dans 22 p. 100 des pays membres il s'est situé entre 4 et 6 p. 100 et dans 51 p. 100 des pays membres (22 pays) il a été inférieur à 4 p. 100. Quatre de ces derniers pays ont même enregistré une croissance négative. Cette situation s'explique principalement par la faible croissance de la production agricole (à peine 0,5 p. 100 par an à coûts des facteurs constants, entre 1970 et 1974, contre 4 p. 100 prévus dans la Stratégie) qui, par habitant, a même diminué de 1,2 p. 100 par an.

53. Pendant l'année écoulée, la Commission s'est attachée à encourager la coopération multinationale et le commerce de produits agricoles entre les pays, afin d'augmenter la production et les revenus agricoles, et à évaluer les relations

² Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

qui pourraient exister entre les pays côtiers et les pays sans littoral et entre les petits et les grands pays. Elle a également poursuivi ses activités touchant l'organisation de services agricoles et le développement de l'élevage.

54. A la suite de la sécheresse dans le Sahel, la CEA a réorienté son programme d'expansion de l'élevage en Afrique occidentale vers l'éradication de la trypanosomiose et de la mouche tsé-tsé afin de compléter l'action entreprise dans le même domaine par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Elle a terminé aussi une étude des possibilités d'accord entre pays producteurs et pays consommateurs de viande et de produits carnés, et participé à la création du Centre international pour l'élevage en Afrique.

55. Dans le domaine alimentaire, les pays africains ont décidé d'établir, sous les auspices de l'OUA, un comité ministériel africain de l'alimentation qui exercera, au niveau régional, les fonctions qu'exerce le Conseil mondial de l'alimentation, au niveau mondial. En préparant la Conférence des Nations Unies sur la désertification et en menant diverses activités dans le domaine de l'agriculture, de l'eau, du transport et du développement social en Afrique occidentale et orientale, la CEA participe à l'action nationale et internationale engagée pour résoudre le problème de la sécheresse. Le Groupe consultatif CEA/FAO des industries forestières a été renforcé et le Groupe consultatif CEA/FAO de l'agriculture et des industries alimentaires a été créé avec l'appui financier du PNUD.

56. Dans le secteur social, les pays africains n'ont pas encore atteint les objectifs minimaux fixés dans leurs plans nationaux et dans la Stratégie internationale du développement. En 1974, l'Afrique comptait 400 millions d'habitants et devrait en avoir le double à la fin du siècle. Comme on prévoyait que le taux de natalité tomberait de 47 à 38 p. 100 et le taux de mortalité de 21 à 13 p. 100, les pays africains devraient avoir de plus en plus de difficultés, si l'on n'augmentait pas radicalement la production globale et l'emploi, à assurer les services minimaux indispensables dans le domaine de l'éducation et de la santé.

57. Entre 1970 et 1972, la moitié seulement des personnes entrant sur le marché du travail ont trouvé des emplois lucratifs, le reste étant sans emploi ou sous-employés. La progression du taux de scolarisation étant de 10,1 p. 100 dans l'enseignement primaire, de 9,5 p. 100 dans l'enseignement secondaire et de 15 p. 100 dans l'enseignement postsecondaire, les jeunes sortant des écoles sont de plus en plus nombreux à grossir les rangs des chômeurs dans les zones urbaines, et la main d'œuvre migrante non qualifiée et sous-employée s'accroît dans les régions rurales. Dans le domaine de la santé, malgré l'insuffisance des ressources, des progrès ont été faits : en 1972, il y avait un médecin pour 17 000 personnes et un lit d'hôpital pour 710 personnes, contre un médecin pour 20 000 personnes et un lit pour 720 personnes en 1968.

58. Dans le secteur social, la CEA a encouragé divers projets de développement rural, y compris des projets de réinstallation, et organisé des cours de formation itinérants de brève durée : pour l'Année internationale de la femme, elle a fait des études sur la formation préprofessionnelle et

professionnelle des femmes et des jeunes filles et aidé le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de l'ONU à organiser un séminaire régional pour l'Afrique sur l'intégration de la femme dans le processus de développement, compte tenu, en particulier, des facteurs démographiques. Au secrétariat même de la CEA, il a été créé un centre panafricain de formation et de recherche pour la femme.

59. En juin 1974, la Commission a organisé une réunion régionale sur l'habitat en prévision de la Conférence-exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver en 1976. A la demande des Etats membres, elle a notamment planifié le transfert à Dodoma de la capitale de la République-Unie de Tanzanie, examiné les possibilités d'élaborer un plan de construction de logements bon marché à Juba, au Soudan méridional, envisagé de créer en Sierra Leone une société de financement de logements, etc.

60. Conformément aux décisions adoptées par la deuxième Conférence des ministres africains de l'industrie en décembre 1973, la Commission a étudié l'évolution des rapports de prix des produits de base et des articles manufacturés. Elle a organisé en septembre 1974 la première réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique. Des contacts ont été maintenus avec les investisseurs en puissance et les activités consécutives à certains projets industriels ont été poursuivies. Conformément à la Déclaration et au Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (voir E/5696, chap. IV), la Conférence des ministres africains de l'industrie et son comité des progrès de l'industrialisation continueront à œuvrer pour l'harmonisation du programme de développement industriel, à élaborer des programmes d'exportations nouvelles et d'industries multinationales et à mettre au point les mesures nécessaires à une nouvelle répartition des services de production, à la mobilisation et à l'attribution des ressources financières et techniques indispensables au développement industriel en Afrique.

61. Dans le domaine du commerce, le secrétariat de la CEA a participé à la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et à l'organisation de la première réunion à Rabat, en mars 1975, de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale. Il a poursuivi l'analyse du commerce des pays africains avec les pays développés à économie de marché, pour préparer les négociations commerciales multilatérales et internationales. Il a apporté son concours aux pays africains dans leurs négociations avec la Communauté économique européenne et leur fournira l'aide dont ils ont besoin pour la mise en œuvre de la Convention ACP-CEE de Lomé³. Le secrétariat a, par ailleurs, en prévision de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, entrepris des travaux sur les prix des produits de base dont l'exportation intéresse les pays africains.

³ Convention de Lomé entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé le 28 février 1975.

62. Bien qu'un quart des ressources quantifiées des pays africains proviennent du commerce, l'Afrique n'occupe dans le commerce mondial qu'un rang modeste soit, pour la période 1970-1973, 4,2 p. 100 seulement des exportations mondiales (encore, plus de la moitié de ces exportations provenaient-elles des six pays africains exportateurs de pétrole). Elle subit les contrecoups de tous les événements qui se produisent dans les pays développés à économie de marché, lesquels, de 1970 à 1972, lui ont livré 73 p. 100 des produits manufacturés qu'elle importe et ont absorbé 80 p. 100 de ses exportations.

63. Le problème le plus grave pour les pays africains est celui de la fluctuation désordonnée des prix à l'exportation et de la hausse constante des prix à l'importation. Les prix des produits importés par l'Afrique ont augmenté de 4 p. 100 en 1971, de 8,7 p. 100 en 1972, de 23 p. 100 en 1973 et de 38,8 p. 100 en 1974. Les prix des produits exportés par elle, à l'exception du pétrole, bas en 1971 et 1972, ont monté en flèche en 1973 et 1974. Les termes de l'échange se sont donc fortement dégradés, mais plus ou moins suivant les pays. Pour les pays exportateurs de pétrole, l'amélioration a été constante entre 1971 et 1974. Pour les autres, les termes de l'échange ont été inférieurs à ceux de 1970 pendant la période 1971-1972 et supérieurs pendant la période 1973-1974. Ce progrès représente un transfert net de ressources d'environ 1 milliard 890 millions de dollars (soit 28 p. 100 de la valeur des exportations totales de 1972), alors que le courant net d'aide en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales s'est élevé, en 1972, à 1 milliard 410 millions de dollars. Pour l'ensemble de l'Afrique, pays exportateurs de pétrole compris, l'amélioration des termes de l'échange équivaut à un transfert net de ressources d'environ 3 milliards 620 millions de dollars entre 1972 et 1973, pour un courant net d'aide au développement de 2 milliards 200 millions de dollars en 1972. Le renversement de la tendance depuis le milieu de l'année 1974 aurait entraîné pour les pays non exportateurs de pétrole une perte de recettes d'environ 3 milliards de dollars.

64. C'est pourquoi le nouvel ordre économique international intéresse directement, et à deux titres, les pays africains, qui attendent avec impatience la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il faudra tout d'abord modifier le schéma classique de la division internationale du travail, de manière que l'Afrique puisse améliorer sa position dans le commerce mondial grâce à l'établissement de relations équitables avec les pays industrialisés. Il faudra certainement établir un juste rapport entre les prix des exportations africaines traditionnelles et les prix des articles manufacturés importés des pays industrialisés, augmenter les exportations africaines vers les pays industrialisés et les restructurer de telle sorte que les produits transformés et manufacturés y occupent une plus grande place. Il faudra aussi accélérer l'intégration régionale.

65. Un deuxième point intéresse l'Afrique : le réaménagement nécessaire des institutions, principes et pratiques du système financier international. Il semble que le financement institutionnel extérieur doive continuer à soutenir la capacité d'importation des pays africains et qu'il faille innover pour augmenter le courant des capitaux vers les

pays bénéficiaires, à des conditions qui permettent à ceux-ci de réduire leur déficit commercial sans accroître exagérément leur endettement. A cet égard, il faudrait donner effet à de nombreuses propositions, comme celle qui concerne l'établissement d'un lien entre les allocations de DTS et le courant d'assistance financière additionnelle aux pays en développement. Mais il ne faut pas oublier que le nouvel ordre économique international doit être complété par un nouvel ordre économique national.

66. Dans sa résolution 256 (XII) de la Commission, la Conférence des ministres a demandé au Secrétaire exécutif de la CEA de prendre immédiatement des mesures pour lancer des programmes d'action portant sur l'exploration et la mise en valeur des ressources naturelles, la création et le renforcement d'associations africaines de producteurs de matières premières, la création de centres de promotion et de coopération dans l'industrie, la science et la technique, les transports et communications, ainsi que sur la lutte contre la sécheresse, la canalisation et la mobilisation des ressources financières existantes en vue d'accélérer le développement économique et social des pays, et sur le renforcement de l'intégration économique et la promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement.

67. Pour préparer la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le secrétariat de la CEA a commencé des études sur la production, l'établissement des prix et la commercialisation de quatre produits : l'huile de palme, les phosphates, la potasse et le minerai de fer, afin de voir comment les pays pourraient tirer meilleur profit de la production. Il a préparé aussi des documents de fond à l'intention des pays africains qui assisteront à cette session.

68. Pour aider les pays africains à exercer pleinement leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, le secrétariat de la CEA a pris des mesures concrètes au niveau intergouvernemental en vue de créer des organes s'occupant de la prospection et de la mise en valeur des ressources naturelles et de la formation de la main-d'œuvre nécessaire. L'accord créant le Centre commun de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes, est entré en vigueur en mars 1975, et celui portant création du Centre de mise en valeur des ressources minérales en Afrique orientale a été ouvert à la signature. En mai 1975, le secrétariat de la CEA a organisé la première réunion du Comité technique de mise en valeur du bassin du lac Tanganyika.

69. Pendant la période considérée, l'exploitation des énergies nouvelles a retenu particulièrement l'attention et on a préparé la réunion du Groupe de travail sur l'énergie géothermique et solaire. Une mission interinstitutions s'est rendue dans les pays du Sahel en mai 1975. Le secrétariat a terminé la première phase du projet d'étude générale des ressources naturelles et humaines de la région Liptako-Gourma, et commencé l'étude des projets d'infrastructure qui relieront cette zone enclavée aux autres régions d'Afrique de l'Ouest. En juillet 1974, le secrétaire de la CEA a organisé la deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique en Afrique et convoqué une réunion des institutions donatrices s'occupant du Plan

régional africain d'application de la science et de la technique au développement.

70. Dans le secteur des transports et communications, la Commission a pris les premières mesures en vue de la création d'une association des administrations portuaires de l'Afrique orientale. Une mission PNUD/CEA/CNUCED/OMCI sur les besoins de formation dans le domaine maritime a été organisée et un service consultatif sur le transport maritime va être créé au secrétariat. L'étude sur le fret aérien et la création d'un système de courtage du fret aérien s'est poursuivie. La deuxième session de l'Assemblée générale de l'Union des chemins de fer africains a précisé l'organisation du secrétariat de l'Union. Les deux sous-comités pour le réseau de l'axe routier ouest-africain s'occupant des liaisons Dakar-Ndjamena et Nouakchott-Lagos ont été chargés de coordonner la planification, la coordination et l'amélioration des itinéraires. En ce qui concerne la route transsaharienne, des études financées par le PNUD et des travaux de construction ont déjà commencé sous la direction du Comité de coordination routier transsaharien. Quant à la route transafricaine Lagos-Mombasa, le secrétariat de la CEA a élaboré un plan quinquennal d'études et de travaux.

71. A l'achèvement de l'étude de préinvestissement relative au réseau panafricain de télécommunications, le Comité de coordination pour la mise en place du réseau a mobilisé environ 80 p. 100 des capitaux nécessaires, estimés, en avril 1974, à 140 millions de dollars. Il a examiné aussi la création d'une union africaine de télécommunications. La restructuration et le développement vers les pays sans littoral des réseaux de transports et de communications africains faciliteraient les échanges commerciaux et renforceraient la coopération des pays et l'intégration de leur économie. L'Association des banques centrales africaines s'est efforcée de promouvoir la coopération dans le domaine des paiements et de la monnaie entre les Etats membres de la Commission, et le secrétariat de la CEA a préparé un projet d'instrument juridique en vue de la création d'un centre africain d'études monétaires sous l'égide de l'Association.

72. En ce qui concerne les pays qui accèdent à l'indépendance, les besoins les plus urgents concernent la reconstruction économique et sociale de la Guinée-Bissau et du Mozambique, qui ont moins de ressources naturelles que l'Angola. L'orientation de la production agricole vers l'exportation, la construction de raffineries de pétrole et de chantiers navals avaient fait de la Guinée-Bissau un sous-produit de la présence militaire portugaise. Le Mozambique dépendait surtout des recettes invisibles en provenance d'Afrique du Sud, du Malawi, de Rhodésie du Sud et de Zambie. Son budget était alimenté pour moitié par les droits de transit et par les gains des 80 000 Mozambiquais travaillant en Afrique du Sud. Quinze pour cent de ses recettes en devises provenaient de services invisibles à la Rhodésie du Sud. Si le Mozambique décidait d'appliquer les sanctions économiques prévues par l'ONU, il devrait renoncer aux recettes qu'il tire des invisibles et du commerce et la communauté internationale devrait lui venir en aide. L'Angola a la chance d'avoir du pétrole. Il produit aussi du café, du bois, du sucre, des diamants et du fer et devrait tirer de tout cela d'importantes recettes quand la situation politique

y sera stabilisée. Dans les trois pays, l'exode des Portugais qualifiés et le retour de ressortissants appauvris qui avaient fui la guerre de l'indépendance ont provoqué le ralentissement de l'activité économique. Une nombreuse main-d'œuvre sera donc nécessaire pour relancer celle-ci.

73. La Zambie, limitrophe de l'Angola, du Mozambique et de la Rhodésie du Sud, est devenue un otage économique dans la lutte politique en Rhodésie du Sud. A la fin de 1974, la fermeture de la frontière rhodésienne lui avait coûté plus de 150 millions de dollars. Les ports de Dar es-Salam et de Mombasa ont été engorgés. Le Malawi a consacré une partie de ses faibles ressources au financement d'un tronçon de route et de voie ferrée pour traiter le tonnage accru de marchandises zambiennes.

74. En conclusion, l'Afrique, qui est très fortement tributaire des exportations de matières premières, insiste sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui stabilise les recettes d'exportation à court terme et, à plus long terme, assure des prix justes et rémunérateurs aux producteurs de matières premières. Les efforts de la CNUCED pour unifier le système de stocks internationaux de produits de base et de la Communauté économique européenne pour créer un système de financement compensatoire afin de stabiliser les recettes d'exportation l'intéressent aussi beaucoup. L'Afrique est d'avis qu'un projet de stabilisation intégré des produits de base, quel qu'il soit, devrait inclure un système d'indexation. A la grave dégradation des termes de l'échange et de la balance des paiements s'ajoutent les difficultés que créent l'inflation, la récession, le chômage croissant, la stagnation de l'agriculture, la famine et la malnutrition et, d'une façon générale, les espoirs déçus. Les gouvernements des pays d'Afrique ont besoin d'un supplément d'aide internationale considérable. Le Secrétaire général de l'ONU a justement insisté, à l'ouverture de la session (1953^e séance), sur la nécessité d'une action multilatérale d'urgence pour résoudre les problèmes de la communauté internationale et sur la chance unique qui se présente de créer les conditions d'une répartition plus équitable des avantages dans le monde entier.

75. M. MINAI (Secrétaire général de la Coopération régionale pour le développement), prenant la parole sur l'invitation du Président, se félicite de pouvoir s'adresser pour la première fois au Conseil économique et social, au nom de la CRD. La CRD a été fondée en 1964 par l'Iran, le Pakistan et la Turquie pour renforcer la collaboration économique entre les trois pays et promouvoir leur développement grâce à l'élargissement de la base économique (un marché de 100 millions de consommateurs), à l'utilisation efficace des facteurs de production, à une position renforcée dans les négociations avec les autres pays et à la capacité d'entreprendre des projets communs. La CRD ne procède pas d'une nécessité politique; elle est le fruit d'un désir authentique de créer un mécanisme de coopération réel dans les domaines économique, social et culturel. Les contacts entre les représentants des trois gouvernements membres sont établis à trois niveaux: un conseil des ministres des affaires étrangères des trois Etats se réunit annuellement pour prendre des décisions; un conseil régional de planification, composé des responsables de la planification des trois pays et siégeant annuellement avant

les ministres, étudie les plans de développement et fait les recommandations voulues au Conseil des ministres; six comités d'experts (commerce, industrie, affaires culturelles et information, coopération technique, transports et communications et industrie pétrochimique) travaillent au secrétariat de la CRD à Téhéran qui coordonne toutes les activités de l'organisation, sous l'autorité d'un secrétaire général nommé pour trois ans par roulement entre les pays.

76. Si, en onze années d'existence, la CRD n'a pas suscité des transformations révolutionnaires, elle n'en constitue pas moins un début de coopération dans différents secteurs : dans le domaine du commerce, des négociations sont en cours en vue de conclure des accords préférentiels; dans celui de l'industrie, un certain nombre d'entreprises communes fonctionnent à Karachi, à Téhéran et à Istanbul et une étude va être entreprise en vue de préciser le champ de la coopération; dans le domaine de la coopération technique, des centaines d'étudiants et de stagiaires circulent entre les pays membres et étudient dans les universités et les instituts des trois Etats qui coopèrent aussi dans le domaine

de l'énergie nucléaire; les échanges culturels se sont développés; en ce qui concerne les transports et les communications, l'organisation a joué un rôle très actif : une autoroute et une voie ferrée vont bientôt relier Karachi à Téhéran et Ankara et les tarifs postaux entre les trois pays vont être unifiés.

77. La CRD s'intéresse beaucoup à l'action engagée par l'ONU et par les autres instances internationales dans le domaine du développement économique. L'instauration d'un nouvel ordre économique international n'est pas qu'une gageure, c'est aussi une chance offerte à tous. C'est pourquoi la CRD suivra avec la plus grande attention les débats du Conseil économique et social et ceux de l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire et à sa trentième session. Il n'est pas douteux que les initiatives prises par les organismes des Nations Unies seconderont son effort de bien-être économique et social des peuples dont elle a la charge.

La séance est levée à 13 h 15.

1967^e séance

Lundi 14 juillet 1975, à 10 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1967

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/L.1665]

1. M. AL-ATTAR (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale), présentant le rapport de la Commission sur sa deuxième session (E/5658), dit que le monde traverse actuellement une période de transformation fondamentale, entraînant une restructuration de l'ordre économique international. La forme que prendra ce nouvel ordre économique n'est pas évidente, mais il est d'une importance capitale que cet ordre économique soit acceptable pour tous.

2. Le fossé grandissant entre le niveau de vie des pays développés et celui des pays en voie de développement, la croissance à un rythme rapide de la population, la pénurie des ressources alimentaires, la dégradation de l'environnement, les déficits de balance des paiements et l'inégale répartition des ressources sont autant de problèmes intéressant directement l'humanité et qui n'ont pas encore été résolus. La situation est d'autant plus complexe que le rapport des forces dans le monde est actuellement remis en cause : les pays en voie de développement cherchent à jouer un rôle efficace et à participer effectivement à tous les efforts entrepris en vue d'établir et d'appliquer un nouvel ordre économique. Ce rôle n'est réalisable que si pays développés et pays en voie de développement s'y adaptent,

et plus tôt cette adaptation sera réalisée, plus facile sera le passage à ce nouvel ordre économique. Les pays en voie de développement ont le plus à souffrir des incertitudes qui affectent actuellement l'économie mondiale; c'est à eux — surtout aux moins avancés d'entre eux — que se posent avec le plus d'acuité les problèmes mondiaux concernant le commerce, la stabilité monétaire, la balance des paiements, l'inflation, la pénurie de denrées alimentaires et les pressions récessionnistes, même si certains pays en voie de développement, particulièrement les pays exportateurs de pétrole, connaissent une amélioration de leur situation économique générale.

3. La première révision et évaluation biennale des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont permis de mettre en lumière les principaux problèmes économiques et les préoccupations majeures des pays en voie de développement. La Déclaration et le Programme d'action concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international adoptés à la sixième session extraordinaire ont défini les principes qui procureront, à l'échelle internationale, une division du travail juste et équitable. Si le Programme d'action inclut les mesures à appliquer aux différents domaines qui présentent des problèmes, il ne préconise aucune mesure concrète pour l'exécution d'un tel programme, exception faite du Programme spécial appelé à procurer des secours urgents et une assistance aux pays en